

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 14/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DE DISSAY SOUS COURCILLON

La Ballastière
BP 367
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2024-301_INSP_RAP_FC_SCDC
Code AIOT : 0006300597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE DISSAY SOUS COURCILLON implanté Les Chesnées 72500 Dissay-sous-Courcillon. L'inspection a été annoncée le 04/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été programmée suite à la transmission d'un dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant.

La visite a permis de vérifier la véracité de certaines informations figurant dans le dossier transmis.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DE DISSAY SOUS COURCILLON
- Les Chesnées 72500 Dissay-sous-Courcillon
- Code AIOT : 0006300597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de sables/graves d'une surface autorisée d'environ 74 ha dont 54 ha d'extraction.

L'autorisation accordée en 2013 porte sur une durée de 15 ans (soit jusqu'au 18 juillet 2028)

La production annuelle moyenne autorisée est de 180 000 t.

La production annuelle maximale autorisée est de 250 000 t.

La production réalisée est très inférieure à celle autorisée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 1.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier de porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 1.6.1	Sans objet
3	Organisation de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.3	Sans objet
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.5.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Durant l'inspection, 1 demande de justificatif a été formulée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploiter
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout projet de modification apporté par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet pourra exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 4 juillet 2023, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitation de la carrière avait pris du retard et que cette modification apportée par l'exploitant était de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation. Ces modifications étaient également de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan de gestion des déchets issus de l'exploitation de la carrière. L'exploitant avait indiqué qu'il allait solliciter une prolongation de l'autorisation d'exploiter. Cette demande a été transmise par courrier du 18 mars 2024.</p> <p>Le dossier de porter à la connaissance contient les modifications projetées des conditions d'exploiter la carrière (classement administratif des installations exploitées, cessation relatif à la rubrique 2515, prolongation, modification du rythme d'exploitation...) avec une mise à jour du plan de phasage, des garanties financières et du plan de gestion des déchets d'extraction. L'inspection ne constate pas d'incohérence le jour de la visite entre les éléments portés à la connaissance du préfet et l'exploitation effective de la carrière. Le périmètre d'autorisation de la carrière et les méthodes d'exploitation n'ont par exemple pas évolué.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 1.5.6
Thème(s) : Situation administrative, Révision du montant des garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, au mode et au rythme d'exploitation ou toute autre modification susceptible de conduire à une variation des coûts de remise en état, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui pourra exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique dans son dossier le montant des garanties financières réactualisées. L'inspection constate que ce montant est réactualisé selon la TVA et l'indice TP01 en cours. Il est rappelé à l'exploitant le jour de la visite la nécessité de transmettre au préfet de la Sarthe les éléments relatifs à l'actualisation (note de calcul du montant sur la base du dernier indice TP 01 connu et le plan associé) du montant ainsi que le document attestant de la constitution de ces garanties financières pour la période d'exploitation restante sous 1 mois à compter de la notification du prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Organisation de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Respect du phasage d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est réalisée en trois phases d'une durée de cinq années chacune, conformément au plan de phasage d'exploitation du site annexé au présent arrêté. La phase d'exploitation (y compris l'opération de décapage des terres) de la phase 3 ne peut être entamée que lorsque la phase 1 est remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la production est nulle et que la priorité actuelle sur le site est la mise en place des installations qui permettront l'exploitation de la carrière. L'exploitant indique que ses installations seront fonctionnelles en 2025 et que l'extraction débutera en 2026. L'inspection rappelle alors la nécessité de respecter les nouvelles périodes d'intervention par zone d'exploitation mentionnées dans le dossier de porter à connaissance transmis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2013, article 2.5.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Phasage de remise en état
Prescription contrôlée :

Les caractéristiques de chaque phase de remise en état sont résumées dans le tableau ci-dessous :

PHASE "n" CONCERNÉE	phase 1	phase 2	phase 3
PÉRIODE QUINQUENNALE	2013 – 2018	2018 – 2023	2023 – 2028
TRAVAUX DE REMISE EN ETAT PREVUS	<u>Commencer la remise en état</u> des parcelles du secteur nord-ouest (Évolution du nord-ouest vers le nord-est du sud-est vers le sud-ouest)	<u>Finaliser la remise en état</u> des parcelles du secteur nord-ouest <u>Commencer la remise en état</u> des parcelles du secteur est (Évolution de l'est vers l'ouest)	<u>Finaliser la remise en état</u> des parcelles du secteur est <u>Finaliser la remise en état</u> des parcelles du secteur sud-ouest (Évolution des paliers du sud vers le nord)

L'exploitant notifie l'achèvement de chaque phase de remise en état au préfet. Il transmet à cette occasion un mémoire présentant Les travaux réalisés sur la base d'un plan et de photos démontrant la conformité aux travaux prévus. La remise en état finale du site doit être achevée au plus tard trois mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Constats :

L'inspection constate que la remise en état initialement prévue entre 2023 et 2028 n'a pas été initiée.

L'exploitant indique que la première phase de cette remise en état sera initiée en 2028 et 2033 conformément aux informations communiquées dans son dossier de porter à connaissance.

L'inspection rappelle la nécessité de respecter les phases de remise en état définies dans ce dossier de porter à connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite